

Les désillusions de Monique Barbut, ministre novice et isolée sur le front de la transition écologique

La canicule historique du mois de juin a propulsé sur la scène médiatique l'ex-dirigeante du Fonds mondial pour la nature (WWF), qui peine à faire passer ses messages et à imposer l'écologie dans l'agenda de l'exécutif.



Monique Barbut, la ministre de la transition écologique, à l'Assemblée nationale, à Paris, le 17 juin 2026.

GUILLAUME BAPTISTE/AFP

Lunettes noires pour nuits blanches. [La ministre de la transition écologique, Monique Barbut](#), dort peu depuis quelques jours. Avec la discussion au Sénat du projet de loi d'urgence agricole, « *le pire a commencé* », lâche-t-elle. Amendement après amendement, l'ancienne

présidente du Fonds mondial pour la nature (WWF) en France a vu, ces derniers jours, impuissante, les sénateurs de la droite et du centre mettre à bas des pans entiers du droit de l'environnement.

« Alors qu'on parle d'adaptation au changement climatique, on condamne la moitié des zones humides, qui sont de vrais châteaux d'eau et qui alimentent nos rivières », se désole-t-elle, atteinte par le détricotage de la politique de l'eau. Dans la nuit du mercredi 1^{er} au jeudi 2 juillet, les nerfs ont lâché : accusée d'avoir menti, la ministre, peu familière du débat parlementaire, s'est emportée dans l'Hémicycle, avant de s'excuser. *« N'importe quel ministre de l'écologie serait aussi démuni qu'elle face à l'offensive de la droite, qui est d'une violence inouïe »,* justifie le sénateur écologiste de la Loire-Atlantique Ronan Dantec.

Mais Monique Barbut prévient qu'elle n'assumera pas la *« surenchère populiste »*, à quelques semaines des élections sénatoriales – elles auront lieu le 27 septembre –, qui conduit, selon elle, à l'accaparement de la ressource hydrique par l'agriculture intensive. *« La démocratie et l'écologie, c'est dur à mener de front parce que la démocratie réclame des résultats immédiats alors que l'écologie est une politique de temps long »,* observe-t-elle. L'accord à trouver sur le projet de loi d'urgence agricole, vendredi 3 juillet, entre le gouvernement et les parlementaires pourrait bien être le compromis de trop pour la ministre.

« J'ai voulu répondre honnêtement »

Monique Barbut a enduré sa première crise politique avec la canicule historique de juin. Alors que la France traverse une vague de chaleur intense et précoce, le chef du gouvernement, Sébastien Lecornu, incite sa ministre, d'une discrétion de violette depuis huit mois, à sortir de son silence. Dont acte. Sur France Inter, le 24 juin, jour de température record, elle annonce une *« pause relative »* la semaine suivante, puis le *« retour de chaleurs extrêmes la semaine d'après, qui pourraient nous amener jusqu'au 14 juillet »*.

Mais Météo-France ne rend jamais publiques des prévisions à si long

terme, réputées peu fiables. En réunion interministérielle, la représentante du service de météorologie a bien évoqué trois scénarios possibles pour les quinze jours à venir, dont celui d'une nouvelle canicule la semaine du 6 au 13 juillet. Sur France Inter, la ministre n'hésite pas à en faire état.

« J'aurais pu raconter un bobard, mais j'ai voulu répondre honnêtement », s'explique-t-elle auprès du Monde.

Ses propos embrasent les réseaux sociaux. L'exécutif redoute-t-il un affolement de la population ? La ministre lanceuse d'alerte est rapidement recadrée par la porte-parole du gouvernement, Maud Bregeon :

l'hypothèse de Monique Barbut est seulement un « scénario » parmi d'autres, relativise-t-elle, invitant à être « extrêmement prudent lorsqu'on parle de prévisions météorologiques ».

Météo-France, placée sous la tutelle du ministère de l'écologie, désavoue à son tour la ministre, rappelant que les prévisions au-delà de six jours sont incertaines. De fait, si les températures vont repartir à la hausse lors du week-end des 4 et 5 juillet, ce sera « *sur la moitié du pays, et pas du tout dans les extrêmes chaleurs telles qu'on a pu connaître* » la semaine précédente, a fait savoir, jeudi 2 juillet, Sébastien Lecornu, en déplacement à Marseille, s'appuyant sur le dernier bulletin météo.

Revirements législatifs

Peu aguerrie, la ministre issue de la société civile se retrouve de nouveau prise dans les rets des médias, le 26 juin, lors d'un déplacement à Airparif visant à alerter sur le pic d'ozone. Interrogée sur la climatisation, elle se dit « *horriée* » que sa généralisation, en dehors des établissements publics, puisse être l'unique solution : « *Vous croyez que ça va éviter un feu de forêt ? Vous croyez que ça va éviter [à] une culture de ne pas exister ? Vous croyez que ça va éviter la mort des animaux que nous voyons ?* »

Cette interpellation lui vaut de nouvelles attaques, alors que la climatisation généralisée est une solution poussée par le Rassemblement national (RN). « *M^{me} Barbut est millionnaire, elle vit dans un autre monde* », fustige le député (RN) de la Somme Jean-Philippe Tanguy. La

locataire de l'hôtel de Roquelaure, équipée d'un simple ventilateur dans son bureau sans volets, regrette d'autant plus la maladresse de son propos que c'est elle, rappelle-t-elle, qui a ouvert le fonds vert (pour aider les collectivités locales à s'adapter au réchauffement climatique) à la climatisation.

A la tête d'un ministère fragilisé, l'ex-dirigeante d'ONG se retrouve confrontée à une réalité cruelle, au moment où le dérèglement climatique s'accélère : la relégation des politiques environnementales dans l'agenda de l'exécutif. « *J'ai accepté de devenir ministre dans une période un peu compliquée* », admet-elle. Une manière polie de dire qu'elle se sent seule sur un front déserté par Emmanuel Macron et ses derniers premiers ministres, qui ont réduit le budget de la transition écologique depuis février 2024 et multiplié les revirements législatifs sous la pression de la droite et de l'extrême droite.

Lire aussi | [L'invisibilité de Monique Barbut, symptôme de la disparition de l'écologie parmi les préoccupations au sommet de l'Etat](#)

Si Monique Barbut assure avoir obtenu de nombreux arbitrages favorables de Matignon, notamment sur le volet eau du projet de loi agricole, elle dispose de peu d'appuis au sein du gouvernement. Les relations demeurent délicates avec son ministre délégué, Mathieu Lefèvre.

Des tensions émaillent la relation entre les deux têtes du ministère sur le plan de renouvellement forestier lancé en 2022 pour adapter les forêts au réchauffement. Alors qu'un nouveau cahier des charges, plus contraignant, est poussé par la première pour début 2027, le second défendait sur X, à la mi-juin, la proposition d'un moratoire sur les normes imposées à la filière bois ; cette prise de position lui a valu un recadrage de sa ministre de tutelle.

Choix de société fondamental

Sur le terrain budgétaire, la bataille est tout aussi âpre. Monique Barbut a menacé : si son portefeuille subissait une nouvelle baisse, elle devrait se

poser la question de son utilité au gouvernement. « *Moi, ce que je veux, ce sont de vrais budgets pour l'adaptation et le fonds vert* », dit-elle. Une gageure à l'heure où les finances publiques sont dans un état critique. Or, une semaine plus tard, Mathieu Lefèvre prenait fait et cause pour Matignon. « *Le premier ministre a raison d'assumer un certain sérieux budgétaire* », a-t-il estimé, se désolidarisant de sa ministre.

Au gouvernement, « *tout le monde sait que c'est une fin de mandat. Ce n'est pas le meilleur moment pour engager une discussion aussi structurante* » sur les moyens de l'adaptation, confie Monique Barbut, résignée depuis [la baisse drastique du fonds vert](#). « *Dès qu'il y a un sujet de finances publiques, c'est l'écologie qui est la variable d'ajustement* », regrette, pour sa part, la députée écologiste de Paris Eva Sas.

La ministre s'en remet désormais au débat de la campagne présidentielle, qui permettra, pense-t-elle, de trancher ce qui s'apparente à un choix de société fondamental. En attendant, l'ancienne négociatrice du climat déplore l'absence de vision d'ensemble des enjeux climatiques, au gouvernement comme dans le débat médiatique.

De l'icône ingérable Nicolas Hulot à l'illustre inconnue experte Monique Barbut, des anciens militants écologistes en rupture avec leur parti d'origine François de Rugy et Barbara Pompili à l'élus local venu de la droite Christophe Béchu, en passant par les technocrates converties à l'écologie – Elisabeth Borne, Amélie de Montchalin et Agnès Pannier-Runacher –, tous les profils se seront succédé à la tête du ministère de la transition écologique. Mais aucun n'a véritablement incarné la transition écologique, qui se révèle aujourd'hui cruciale.

Lire aussi la tribune | [Monique Barbut, ministre de la transition écologique : « Demain, la tension sur la ressource en eau nous concernera tous »](#)
[Réutiliser ce contenu](#)